

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI VOL 19 No. 4 JUIN 2017



Post-2020



Au-delà du RISDP révisé La SADC élabore une stratégie sur l'Agenda de développement après 2020

par Joseph Ngwawi

LA SADC a entamé le processus de formulation d'une nouvelle stratégie de coopération et d'intégration régionale pour succéder au plan de développement actuel qui devrait se terminer en 2020.

Le plan directeur stratégique régional révisé (RISDP), qui a été approuvé en 2015, devrait se terminer en 2020 et les roues ont déjà été mises en route pour élaborer un nouveau plan de développement pour façonner l'agenda d'intégration régionale de l'Afrique australe après 2020.

Pour lancer le processus, le Secrétariat de la SADC a récemment convoqué une Conférence consultative sur la Stratégie de coopération et d'intégration pour le développement de la SADC après-2020 à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Le but de la conférence était d'obtenir des évaluations et une analyse expertes de la mise en œuvre du RISDP révisé et du plan régissant la coopération de la SADC dans le secteur politique, le Plan indicatif stratégique révisé pour l'Organisme sur la coopération en matière de défense, de paix et de sécurité (SIPO).

La conférence, à laquelle ont participé les fonctionnaires de la SADC, les milieux

universitaires et les chercheurs, a permis aux experts d'"exercer de manière critique les problèmes de facilitation dans la coopération et l'intégration régionales" et d'identifier les priorités de la coopération et de l'intégration au développement régional de la SADC au-delà de 2020.

Le processus consultatif devrait conduire à l'élaboration d'un cadre pour une stratégie régionale après 2020 qui tienne compte des Principes communs et des principes communs de la SADC ainsi que des processus mondiaux et continentaux tels que l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies .

Les experts ont noté qu'il fallait maximiser les synergies dans la mise en œuvre des deux piliers des activités de la SADC - la coopération politique et en matière de sécurité telle qu'identifiée dans le SIPO et l'intégration du développement couverte par le RISDP.

Le SIPO est un document stratégique quinquennal qui établit le cadre institutionnel de la SADC pour la coordination et la mise en œuvre des politiques en matière de coopération politique, de défense et de sécurité et a été développé pour la première fois en 2003.

suite page 2...



POLITIQUE	3
GENRE	4-5
ENERGIE	6-7
PÈRES FONDATEURS	8-9
REDUCTION DE RISQUE DE CATASTROPHE	10
INDUSTRIALISATION	11
ELECTIONS	12-13
L'AFRIQUE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Au-delà du RISDP révisé La SADC élabore une stratégie sur l'Agenda de développement après 2020



L'objectif principal du SIPO est de créer un environnement politique et de sécurité pacifique et stable grâce auquel la région réalisera ses objectifs de développement socioéconomique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale.

Le RISDP a été approuvé pour la première fois par les leaders de la SADC en 2003 en tant que plan d'intégration et de développement régional.

Il a été révisé en 2015 dans le cadre des efforts visant à réorienter le programme de développement de la région en fonction des nouvelles réalités et des dynamiques mondiales émergentes.

Il est prévu que la Vision 2050 du développement de la coopération de la SADC pour la période après 2020 devrait constituer un cadre pour une vision à long terme pour la SADC car la région cherche à se positionner dans un contexte de problèmes émergents à l'échelle mondiale et continentale tels que le changement climatique, la démocratisation des Nations-Unies et une instabilité financière croissante.

Selon le président en exercice de la SADC, le roi Mswati III du Swaziland, l'intention est de mettre

en branle un programme de développement tenant compte de la dynamique des événements et des problèmes touchant non seulement la région de l'Afrique australe, mais aussi le reste du monde.

Une telle dynamique comprend les efforts régionaux actuels visant à introduire des mesures visant à renforcer la mise en œuvre du programme d'intégration et à promouvoir une participation inclusive des citoyens aux programmes régionaux.

Parmi les mesures convenues par la retraite ministérielle stratégique de la SADC sur la «SADC que nous voulons» tenue à Ezulwini, au Swaziland en mars il y a la nécessité de développer un mécanisme pour améliorer la mise en œuvre du programme d'intégration régionale.

"Ce qui est important à ce stade, c'est de s'assurer que les conclusions de la Retraite aident à définir davantage la direction que la SADC devrait prendre après l'expiration du RISDP révisé en 2020", a déclaré le roi Mswati lors d'une visite au Secrétariat de la SADC en mai.

"Le moment de commencer à penser à l'avenir de la SADC après 2020 c'est maintenant, et ce processus devrait être aussi consultatif que possible pour les

États membres et les différentes parties prenantes concernées", a-t-il ajouté.

La retraite ministérielle a demandé au Secrétariat de la SADC d'élaborer des mécanismes efficaces de conformité, de suivi et d'assurance pour suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de la SADC ainsi que la conformité aux protocoles et aux instruments juridiques.

Depuis la transformation de la SADC en 1992 de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, 33 protocoles ont été signés par les États Membres pour faire avancer le programme d'intégration régionale.

Toutefois, 26 protocoles seulement ont été ratifiés et sont entrés en vigueur à ce jour.

Selon les statuts juridiques de la SADC, tout protocole régional signé doit être ratifié pour qu'il entre en vigueur en tant qu'entité juridique. Au moins les deux tiers des États membres (10 pays) sont tenus de ratifier un protocole pour qu'il entre en vigueur.

L'approbation d'un instrument juridique régional exige, d'abord, la signature, puis la ratification, un processus qui diffère d'un pays à l'autre, certains nécessitant l'approbation du Parlement.

La lenteur de la mise en œuvre des documents stratégiques par les pays de la SADC a affecté l'intégration régionale, de sorte que la plupart des habitants de la région ne parviennent pas à réaliser pleinement les avantages d'appartenir à une communauté de partage en Afrique australe.

La retraite a demandé au Secrétariat de la SADC de prioriser les programmes en mettant l'accent sur le développement des infrastructures, l'industrialisation et l'intégration du marché, avec la paix et la sécurité comme condition préalable au développement économique.

La retraite ministérielle a demandé au Secrétariat d'entreprendre un examen complet des organes de la SADC, y compris l'Organe sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, afin de rationaliser et simplifier la prise de décision et

d'améliorer l'efficacité et l'efficience.

Il a été noté que l'examen devrait proposer la délégation de la prise de décision aux niveaux inférieurs. Par exemple, seules les décisions clés devraient être prises au Conseil des ministres et au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement tandis que d'autres décisions devraient être déléguées aux organes inférieurs lorsque cela est rentable.

La retraite a recommandé que le Secrétariat de la SADC développe un mécanisme d'engagement efficace pour renforcer la participation du secteur privé à tous les niveaux. Il a été noté que le manque de participation directe du secteur privé constitue un obstacle au développement économique. □

LE PLAN de développement stratégique indicatif régional révisé identifie quatre priorités principales à suivre par la région de 2015 à 2020.

La priorité A vise à promouvoir le développement industriel et l'intégration du marché, notamment en renforçant la compétitivité productive et la capacité de l'offre des États membres ainsi que l'amélioration de la circulation des biens et la facilitation de l'intégration des marchés financiers et de la coopération monétaire.

La priorité B concerne la fourniture et l'amélioration du soutien des infrastructures pour l'intégration régionale.

La priorité D est la promotion de programmes spéciaux de dimension régionale dans des groupes tels que l'éducation et le développement des ressources humaines; la santé, le VIH et le sida et d'autres maladies transmissibles; la sécurité alimentaire et les ressources naturelles transfrontalières; l'environnement; les statistiques; l'égalité des sexes; et la science, la technologie et l'innovation et la recherche et le développement.

Les priorités A, B et D sont étayées par la priorité C sur la promotion de la paix et de la sécurité. □

LE PLAN stratégique révisé de l'organe sur la politique, la défense et la sécurité (SIPO II) couvre cinq secteurs clés de la politique, de la défense, de la sécurité de l'État, de la sécurité publique et de la police.

Depuis son adoption en 2003, plusieurs réalisations ont été accomplies sous les auspices du SIPO, notamment:

- Facilitation de la coopération entre les États membres de la SADC dans divers domaines de la défense et de la sécurité;
- Permettre à la SADC de développer le Pacte de défense mutuelle de la SADC;
- Renforcement de l'engagement régional en faveur de l'autodéfense collective et de la préservation de la paix et de la sécurité dans la région par la mise en place de la Force en attente de la SADC;
- Contribuer énormément à la promotion et à l'avancement de la coopération policière dans la région par l'intégration de l'Organisation régionale de coopération des chefs de police de l'Afrique australe au Comité interétatique de défense et de sécurité;
- Permettre la création du Centre régional d'alerte précoce, chargé d'anticiper, de prévenir et de gérer les conflits; et
- Création du Conseil consultatif électoral de la SADC et d'une unité de médiation, institutions qui s'occupent de la gouvernance politique et de l'observation des élections. □

Le Tribunal Administratif de la SADC opérationnalisé

LA RÉCENTE nomination des juges régionaux pour résoudre les problèmes du travail entre le Secrétariat de la SADC et son personnel représente une étape importante dans la création d'un environnement propice à l'organisation régionale pour coordonner efficacement et mettre en œuvre les programmes régionaux visant à promouvoir le développement durable.

Depuis la suspension du Tribunal de la SADC en 2010, les différends de travail entre le Secrétariat de la SADC et ses employés ont été entendus par différents tribunaux nationaux. Cette situation a présenté ses propres défis puisque les juridictions nationales ont réglé les cas en fonction de leurs lois locales et parfois des arrêts différents pour des cas similaires.

Par conséquent, l'opérationnalisation du Tribunal administratif de la SADC (SADCAT) est considérée comme un jalon important dans la fourniture de services juridiques communs et normalisés au Secrétariat et à ses employés.

Le 35^{ème} Sommet de la SADC tenu en août 2015 à Gaborone, au Botswana "a approuvé la résolution portant création du SADCAT", dont le seul mandat est de résoudre les conflits du travail entre le Secrétariat de la SADC et son personnel.

Sept juges ont été nommés par le Conseil des ministres de la SADC qui s'est réuni en mars à Mbabane, au Swaziland. Notamment:

- Juge Ivy Kamanga - juge de la Haute Cour du Malawi;
- Juge Pedro Nhatitima - juge

de la Cour suprême du Mozambique;

- Juge Kuto Van Niekerk - juge de première instance retraité de la Namibie;
- Juge Mbutfo Mamba - juge de la Haute Cour du Swaziland;
- Juge Regina Rweyemamu - juge de la Haute Cour à la retraite de la République-Unie de Tanzanie;
- Juge Fulgency Chisanga - juge de la Cour d'appel en Zambie; et
- Justice Francis Bere - juge de la Haute Cour du Zimbabwe.

Prenant la parole au cours de la cérémonie d'assermentation tenue le 9 mai à Gaborone, au Botswana, le président en exercice de la SADC, le roi Mswati III, du Swaziland, a déclaré que le SADCAT est une institution

régionale importante dans le programme d'intégration de l'Afrique australe.

"Nous voulons féliciter les juges pour leur nomination à ces postes importants", a déclaré le roi Mswati III.

"Leur rôle est essentiel à la réussite de l'exécution des initiatives de la SADC, donc ils méritent notre plein soutien et notre coopération".

La secrétaire exécutive de la SADC, Dr Lawrence Stergomena Tax, a déclaré que l'opérationnalisation du SADCAT contribuerait largement à fournir au personnel de la SADC le mécanisme d'appel requis.

Elle a déclaré qu'ensemble avec la création de l'Association du personnel du Secrétariat de la SADC qui a été lancé en août 2016, le SADCAT «contribuera positivement à la productivité, à la tranquillité et au bien-être du personnel de l'organisation».

Les juges du SADCAT ont été assermentés par le Président par intérim de la Cour Suprême, le juge Lakhvinder Singh Walia, du Botswana.

Le SADCAT fonctionnera indépendamment du Tribunal en instance de la SADC qui a été dissous en 2010.

Le nouveau Protocole sur le Tribunal de la SADC, qui a été adopté par le 34^{ème} Sommet de la SADC tenu à Victoria Falls, au Zimbabwe, a ordonné que le rôle du Tribunal de la SADC ne se limite qu'à un rôle consultatif et à une interprétation du Traité de la SADC et à tous les protocoles qui peuvent être négociés entre les Membres États.

Ceci est différent du mandat précédent qui a permis aux individus d'approcher le tribunal avec leurs cas contre leurs gouvernements.

Le Tribunal de la SADC est basé à Windhoek, en Namibie. □

La SADC fait le profilage du secteur de l'agro-alimentaire

L'AFRIQUE AUSTRALE a entamé le processus de profilage de son secteur agroalimentaire en vue de fournir une description détaillée du secteur et de l'industrie agroalimentaire concernée dans la région.

Cet exercice est conforme au Cadre de mise en œuvre du Plan de développement stratégique indicatif régional révisé (RISDP), qui exige l'élaboration et à la mise en œuvre de chaînes de valeur agricoles.

Pour la période 2015-2020, le Secrétariat de la SADC a été chargé d'élaborer trois études de profilage pour les secteurs de l'industrie pharmaceutique, de l'enrichissement et de l'agro-transformation.

Le Secrétariat est maintenant en train d'engager un consultant pour le profilage du secteur agroalimentaire.

L'objectif principal du profilage est de fournir une descrip-

tion détaillée de l'industrie agroalimentaire de la SADC, en mettant l'accent sur les groupes de produits pertinents et les représentants sélectionnés des produits, contenant certaines des descriptions suivantes:

- Le potentiel pour l'agriculture et l'agro-industrie compte tenu des zones agro-écologiques dans la région de la SADC;
- Les niveaux actuels de production et de consommation et la perte estimée après récolte;
- Les aspects géographiques et physiques des systèmes de production agricole, tels que la répartition de l'utilisation des terres par différentes formes d'agro-entreprises;
- Les éléments les plus pertinents des systèmes et pratiques agricoles tels que l'irrigation et l'infrastructure, le stockage, la manutention

et le marketing, comme ils ont trait aux obstacles au développement des industries agro-alimentaires;

- Commerce à l'intérieur et à l'extérieur de la région par volumes, principaux marchés d'exportation et d'importation et principaux produits, et la géographie de l'offre et de la demande par produit; et;
- Flux d'investissement pour l'agro-industrie par pays et produit / fonction.

Le profil devrait être développé dans le cadre d'une étude documentaire analysant les données primaires issues de bases de données telles que celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et des données principales disponibles directement auprès des États membres de la SADC et des données secondaires provenant d'études existantes. □

L'autonomisation des femmes est essentielle pour le développement durable

par Nyarai Kampilipili

LA COMMUNAUTÉ mondiale continue de progresser dans la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme facteur clé du développement durable.

Toutefois, certains défis continuent d'entraver les efforts de la plupart des pays à faire progresser l'autonomisation des femmes dans tous les domaines de développement, notamment les domaines politique, économique et social.

La 61ème session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme (CSW61) tenue à New York en mars a reconnu certains des défis et a déclaré qu'il y avait une nécessité urgente de les aborder pour assurer un développement socio-économique durable.

La CSW61 a noté que la plupart des barrières structurelles qui entravent la parité hommes-femmes et l'égalité se trouvent habituellement sur le lieu de travail.

Ces obstacles incluent des termes et des conditions déséquilibrés d'emploi, de recrutement, de rétention, de réintégration, de promotion et de progression aux postes de direction et la retraite et le licenciement des femmes.

Bien que l'accès à un travail rémunéré décent et de bonne qualité soit essentiel pour l'autonomisation économique des femmes, les disparités entre les sexes au travail restent persistantes et omniprésentes dans toutes les régions, y compris l'Afrique australe.

L'autonomisation économique des femmes est fondamentalement tributaire des opportunités d'autonomisation dans le secteur public et privé, ainsi que les termes et conditions du travail rémunéré et non rémunéré.

La CSW61 a reconnu que malgré certaines tendances positives dans la réduction des écarts entre les sexes et l'amélioration des conditions de

travail des femmes au cours des dernières décennies, les inégalités entre les sexes dans les marchés du travail prévalent dans le monde entier et entravent l'autonomisation économique des femmes.

Ces lacunes en matière de genre nécessitent des mesures politiques pour renforcer les opportunités et les résultats pour les femmes.

La commission a déclaré qu'il est nécessaire d'aborder la contradiction entre les dispositions légales et la pratique dans les lois sur le genre; détruire les normes sociales néfastes et transformer les contextes institutionnels discriminatoires; et assurer la participation économique, sociale et politique des femmes.

La commission a reconnu que les obstacles structurels à l'égalité entre les sexes et la discrimination axée sur le genre persistent dans les marchés du travail dans le monde, ce qui impose des contraintes accrues aux femmes pour équilibrer le travail et les responsabilités familiales et que ces obstacles structurels doivent

être éliminés afin que les femmes puissent participer pleinement dans la société et également dans le monde du travail.

En Afrique australe, les inégalités entre les sexes se manifestent dans le monde du travail en tant qu'écart de genres dans la participation à la population active et les salaires, la ségrégation professionnelle, les conditions de travail inégales et le fardeau des femmes sur le travail domestique et le travail non rémunéré qui caractérisent les économies formelles et informelles.

Selon le SADC Gender and Development Monitor 2016 lancé au 36ème Sommet de la SADC tenu en août 2016 au Swaziland, l'autonomisation économique des femmes est une condition préalable au développement durable et nécessite des politiques publiques saines, une approche holistique et un engagement à long terme.

L'inégalité entre les sexes sur le marché du travail a coûté à l'Afrique subsaharienne environ 95 milliards de dollars par an entre 2010 et 2014, atteignant le maximum de 105 milliards de

dollars américains en 2014, selon le Rapport sur le développement humain en Afrique de 2016.

Ainsi, la discrimination persistante à l'égard des femmes peut entraver considérablement le développement et ralentir le rythme de la croissance économique.

En Afrique australe comme partout ailleurs dans le monde, la plupart des femmes gèrent de multiples responsabilités au rôle, y compris la femme, l'épouse, la mère et les travailleurs rémunérés.

Les résultats confirment que l'Afrique ne parvient pas à réaliser son plein potentiel de croissance car une partie importante de sa réserve de croissance - les femmes - n'est pas pleinement utilisée.

L'accélération de l'égalité entre les sexes est une fonction fondamentale du gouvernement, impliquant des efforts multisectoriels qui comprennent des entités gouvernementales nationales et locales, des acteurs non gouvernementaux, des organisations de la société civile, des hommes et des femmes. □

La SADC commémore "la journée des filles dans les TIC"

LE SECRÉTARIAT de la SADC a commémoré la Journée internationale des filles dans les TIC, qui a eu lieu sous le thème «Développer les horizons, changer les attitudes».

La commémoration a eu lieu le 27 avril à Gaborone, au Botswana, où se trouve le siège de la SADC.

La Journée internationale des filles dans les TIC est une initiative de l'Union internationale des télécommunications qui vise à créer un environnement mondial qui autonomise les filles et les jeunes femmes d'envisager des carrières dans le domaine croissant des TIC, ce qui permet aux filles et aux entreprises technologiques de tirer parti des avantages d'une participation féminine accrue dans le secteur des TIC.

La fête internationale des filles dans les TIC est célébrée le 4 avril de chaque année.

Le vice-ministre de l'éducation de base du Botswana, Moiserale Goya a déclaré qu'il y avait un écart entre les sexes entre les garçons et les filles en ce qui concerne l'accès aux TIC.

Il a encouragé les apprenants à saisir l'occasion qui leur a été offerte grâce à ces diverses initiatives du gouvernement pour devenir des cohortes distinctes dans le développement de politiques et d'innovations dans l'industrie des TIC au Botswana.

La Chargée de programme principale pour les communications et les TIC de la SADC, Cecilia Mamelodi-Onyadile a exhorté les apprenants à ne pas craindre les TIC et les technologies.

Les célébrations comprenaient également une table ronde de femmes chefs de file dans les TIC et les motivations dans le cadre d'un panel de discussion intitulé «L'autonomisation de la fille dans l'ère numérique».

Les intervenants ont été tirés parmi des décideurs, des opérateurs, de l'Association des régulateurs des communications de l'Afrique australe et de jeunes conférenciers motivateurs. *sadc.int* □

Le Botswana signe le Protocole de la SADC relatif au Genre

par Nyarai Kampilipili

UN TOTAL de 14 pays en Afrique australe sur les 15 ont maintenant signé un protocole régional qui vise à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'équité.

Le 10 mai, le Botswana est devenu le dernier État membre de la SADC à signer le protocole révisé de la SADC relatif au genre et au développement.

Le président Seretse Khama Ian Khama a signé et a adhéré au protocole révisé lors d'une cérémonie à Gaborone assisté par la Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax.

L'île Maurice est maintenant le seul pays membre de la SADC qui n'a pas encore apposé sa signature au protocole.

Le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes grâce à une législation, des politiques, des programmes et des projets tenant compte des sexesopécificités.

Le protocole a été révisé l'année dernière afin que ses objectifs soient alignés sur les différentes cibles mondiales et les problèmes émergents.

Certains des nouveaux objectifs mondiaux figurent dans les Objectifs de développement durable de l'ONU (ODD) postérieurs à 2015 et dans l'Agenda 2063. Le protocole était déjà aligné sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

L'ODD 5 traite de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et des filles et fixe neuf objectifs à atteindre d'ici 2030.

Il s'agit notamment de mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles; l'élimination de toutes les formes de violence



Le Président Ian Khama lors de la signature du Protocole révisé de la SADC relatif au Genre et au Développement en présence de la Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax

à l'égard des femmes et des filles dans les domaines public et privé, y compris la traite des personnes et les abus sexuels et autres; l'élimination de toutes les pratiques nuisibles, telles que le mariage de l'enfant, le mariage précoce et forcé et les mutilations génitales féminines; et assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances pour le leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique.

Les autres objectifs de l'ODD 5 comprennent l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de procréation, conformément au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et au Programme d'action de Beijing, ainsi que les documents de résultats issus de leurs conférences; et un comité chargé d'entreprendre des réformes pour donner aux femmes des droits égaux aux ressources économiques, ainsi que l'accès à l'appropriation et au contrôle de la terre et d'autres formes de propriété, de services financiers, d'héritage et de ressources naturelles, conformément aux lois nationales.

Le protocole révisé saisit des problèmes émergents tels que le changement climatique et les mariages d'enfants. Les mariages

d'enfants sont l'un des facteurs qui contribuent à la lente progression de la réduction de la mortalité maternelle, mais la définition d'un enfant par âge reste controversée.

Le protocole révisé qui a été approuvé par le 36ème Sommet de la SADC tenu au Swaziland en août 2016 a cherché à aligner le protocole sur les dispositions d'autres instruments tels que ceux relatifs à la gestion durable de l'environnement et la stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC.

Prenant la parole lors de la cérémonie de signature, le secrétaire général du Ministère de la nationalité de l'immigration et des affaires de genre, Banny Molosiwa a déclaré qu'il a fallu du temps pour signer le protocole alors que le pays était engagé dans diverses consultations sur certaines clauses du Protocole.

«Je ne peux que remercier les États membres de la SADC d'avoir convenu avec nous, après les avoir engagés en ce qui concerne les réserves que nous avions», a-t-elle déclaré.

En dépit de ne pas être partie au protocole, le gouvernement du Botswana est resté engagé et a mis en œuvre un certain nombre d'engagements contenus dans l'instrument juridique.

Selon le SADC Gender and Development Monitor 2016, le

pays a fait d'énormes progrès pour faire avancer les femmes dans les postes de décision.

Dans la région, le Botswana fait partie des États membres de la SADC qui ont le plus grand nombre de femmes qui occupent des postes de direction dans le gouvernement central, avec des femmes comprenant 31,2 pour cent des secrétaires généraux, 40,4 pour cent des secrétaires généraux adjoints, 40 pour cent des administrateurs et 76.2 pour cent des chefs de département à compter de 2016.

Dr Tax a déclaré que la signature du protocole par le Botswana est un témoignage selon lequel le pays est engagé dans l'égalité des sexes et l'équité. Elle a demandé aux États membres de se conformer aux exigences du protocole.

Le Protocole de la SADC sur le genre et le développement est entré en vigueur en 2013 suite à la ratification de l'instrument par les deux tiers des États membres requis.

Au total, 11 États membres ont ratifié le protocole - Angola, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

La République démocratique du Congo et Madagascar ont signé le protocole mais doivent encore adhérer.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional exige, d'abord, la signature, puis la ratification, un processus qui diffère d'un pays à l'autre.

Un protocole «entre en vigueur» après la ratification par les deux tiers des États membres de la SADC (au moins 10 pays). Cela fait avancer la loi régionale d'une intention déclarée à une application réelle.

Les États membres qui se joignent après l'entrée en vigueur d'un protocole sont censés "adhérer" au protocole. sadc.net □



par Joseph Ngwawi

L'AFRIQUE AUSTRALE a intensifié ses efforts pour s'assurer que les réseaux d'électricité de tous les pays du continent sont interconnectés et que le réseau d'énergie régional utilise le réseau de l'Afrique de l'Est.

Le Southern African Power Pool (SAPP) fait des progrès pour s'assurer que les réseaux électriques de tous ses 12 états membres sont interconnectés pour permettre aux entreprises de services publics dans ces pays d'échanger de l'électricité.

Tous les pays de la SADC continentale, à l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République-Unie de Tanzanie, sont interconnectés au réseau régional via SAPP, ce qui leur permet d'échanger de l'électricité.

La nouvelle capacité de génération installée dans l'un des trois pays non participants n'est donc pas accessible aux neuf autres membres de SAPP - Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland, Afrique du Sud, Zambie et Zimbabwe.

SAPP s'est lancé dans 10 projets de transport d'électricité visant à assurer que tous ses membres soient interconnectés d'ici à 2020 et que le réseau régional soit renforcé pour faciliter un commerce d'électricité plus important d'ici 2024.

Le rapport de l'interconnexion ZTK dû en juillet

LE PROJET de rapport final de l'étude de faisabilité pour la ligne électrique de 2 300 km reliant la Zambie, la Tanzanie et le Kenya (ZTK) devrait être prêt d'ici juillet.

Les consultants travaillant sur l'étude ont révélé lors d'une réunion d'examen des progrès récemment que la plupart des travaux ont été réalisés et un rapport sera prochainement publié afin de faire avancer le projet.

La réunion a été organisée par le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) et le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à Livingstone, en Zambie, les 20 et 21 avril afin de planifier et d'examiner l'état du projet.

La réunion a convenu que la mobilisation du financement pour le reste du projet débutera une fois le rapport de l'étude terminé. À cet effet, une table ronde des financiers est prévue pour août.

Lors de la réunion de Livingstone, la Zambie et le Kenya ont fait des mises à jour sur les

travaux de construction en cours sur certaines des sections du projet; la section Kenya-Tanzanie a été entièrement financée et les travaux de construction sont en cours.

Les projets prioritaires de transport d'électricité incluent la construction du projet d'interconnexion ZiZaBoNa reliant le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie, ainsi que la création de l'interconnexion Angola-Namibie qui reliera le premier au SAPP.

SAPP a déclaré dans son rapport mensuel pour mars 2017 qu'il avait «sécurisé un financement par la DBSA (Banque de développement de l'Afrique australe), le Gouvernement de la Norvège et l'Agence Suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) pour les services de conseil aux opérations pour la mise au point et

la préparation du projet Angola -Namibia Interconnector." Il a déclaré que la société sud-africaine d'ingénierie, de gestion de projet et de conseil Aurecon a maintenant été nommée conseillère en opérations.

L'interconnexion proposée implique la construction de lignes de transmission d'électricité de l'usine hydroélectrique de Baynes, située à Lower Kunene, en Namibie, pour se lier au réseau électrique national de l'Angola. Ce projet implique la section en Angola.

L'objectif du projet est d'évacuer l'énergie de l'usine hydroélectrique de Baynes en Namibie vers l'Angola et le réseau SAPP.

Une fois achevées, les nouvelles interconnexions devraient promouvoir le commerce régional d'électricité, renforcer la sécurité de l'approvisionnement en électricité et promouvoir le commerce régional.

Ils devraient décongestionner les corridors de transport existants et fournir un autre chemin qui intégrera pleinement tous les pays de la SADC continentale au réseau électrique régional.

Pour faciliter l'interconnexion entre son réseau électrique et celui de l'Afrique de l'Est (EAPP), SAPP est en train de mettre en place des études pour évaluer l'impact technique de la connexion de l'EAPP et du SAPP.

L'EAPP est composé de sept pays d'Afrique orientale et d'Afrique centrale - Burundi, RDC, Égypte, Éthiopie, Kenya, Rwanda et Soudan. Son secrétariat est basé en Éthiopie.

Le directeur intérimaire du Centre de coordination SAPP, Alison Chikova, a déclaré à la récente réunion du groupe thématique de l'énergie de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Botswana en mars que les études d'intégration de transmission SAPP-EAPP



ÉNERGIE AUSTRALE



L'Afrique australe se prépare pour l'augmentation des prix des tarifs d'électricité

pour relier la SADC

évalueront également la stabilité de la connexion des mécanismes de négociation EAPP et SAPP.

SAPP exploite un nombre de plates-formes de commerce d'énergie telles que Day Ahead Market (DAM) et Intra-Day Market (IDM).

DAM est un marché de type enchère qui permet aux utilitaires d'électricité du SAPP de peser leurs options et de s'assurer qu'ils achètent sur le marché quand il est moins coûteux d'obtenir de l'énergie que de générer.

Cela aide les membres de SAPP à soumissionner et à vendre de l'électricité un jour avant les transactions effectuées.

L'IDM est entré en vigueur en 2016 dans le but d'offrir aux services publics plus de flexibilité en termes de disponibilité des options de négociation.

Cette plate-forme de négociation offre des options de négociation mensuelles, hebdomadaires et horaires en plus de l'option de la journée.

Chikova a déclaré que le financement de SAPP-EAPP Transmission Studies a été obtenu auprès de la Banque mondiale et que les négociations de contrat ont été achevées entre les deux pools d'énergie.

Les études devraient prendre 12 mois pour terminer. *sardc.net* □

La SADC attire les investissements dans le secteur de l'énergie

LES PLANS pour organiser une conférence régionale sur l'énergie visant à attirer les investissements dans le secteur progressent bien.

L'organisation de la conférence a été approuvée par le sommet extraordinaire de la SADC tenu en mars au Swaziland.

La conférence, qui sera organisée conjointement avec un atelier ministériel au Swaziland en juillet, vise à présenter des opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie dans la SADC et devrait ouvrir des opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie ainsi que tirer parti des ressources supplémentaires, se penchant sur des projets phares spécifiques.

La plupart des projets d'énergie à présenter sont contenus dans le Plan directeur de développement de l'infrastructure régionale (RIDMP) de la SADC approuvé par les leaders de la SADC lors de leur 32^{ème} Sommet ordinaire tenu en août 2012 à Maputo.

Le Plan sectoriel de l'énergie du RIDMP estime que le coût total de la capacité de production d'électricité supplémentaire pour la région se situerait entre 114 milliards de dollars US et 233 milliards de dollars américains.

Les coûts d'investissement de transmission connexes pour soutenir la capacité de nouvelle génération sont d'environ 540 millions de dollars US. Toutefois, cet investissement de transmission ne comprend pas les interconnexions de transmission planifiées et les lignes de base nationales.

Le Plan sectoriel de l'énergie identifie 89 projets d'infrastructure énergétique, dont certains seront présentés lors de l'atelier ministériel de haut niveau planifié et de la Conférence régionale des investisseurs sur les projets énergétiques régionaux. □

L'AFRIQUE AUSTRALE devrait se préparer pour les augmentations massives des tarifs d'électricité à mesure que les services publics dans la région se préparent pour la date limite de 2019 en matière des tarifs reflétant les coûts.

Un tarif reflétant les coûts est celui qui reflète le coût réel de l'approvisionnement en électricité et supprime le recours aux subven-

tions gouvernementales de l'État pour couvrir l'écart entre le tarif actuel et le coût réel de l'approvisionnement en électricité.

À l'heure actuelle, la plupart des entreprises d'électricité utilisent des subventions gouvernementales pour rester à flot, mais une décision collective prise par les ministres de l'énergie de la SADC a encouragé les services publics à avoir des tarifs reflétant les coûts d'ici 2013, un délai qui a ensuite été reporté à 2019.

Les services d'électricité de la SADC travaillent actuellement à la réalisation du nouveau délai et s'approchent de leurs organismes respectifs de réglementation de l'énergie pour approuver les nouveaux tarifs de l'électricité. En Zambie, le Energy Regulation Board (ERB) a approuvé une augmentation de 75 pour cent débutant cette année.

Le président intérimaire d'ERB, Francis Yamba, a déclaré que l'augmentation s'effectuera par étapes, avec 50 pour cent en vigueur le 15 mai et les 25 pour cent restants le 1er septembre 2017.

Eskom d'Afrique du Sud propose une augmentation de 20 pour cent en 2018.

En Namibie, le Conseil de contrôle de l'électricité a déjà rejeté une augmentation tarifaire globale de 31,24 pour cent pour l'exercice financier 2016/17, ce qui a entraîné une réduction de 16,71 pour cent.

La Botswana Power Corporation a augmenté ses tarifs de 7,5%.

La société de transport et de distribution d'électricité du Zimbabwe a eu sa proposition de faire augmenter les tarifs en 2016 rejetée par l'Autorité de réglementation de l'énergie du Zimbabwe (ZERA).

Cependant, le ministre de l'Énergie et du Développement de l'énergie, le Dr Samuel Udenge, a déclaré au Sénat en février que la décision de ZERA de refuser une augmentation du tarif de l'électricité devrait être revue. *Southern Times* □



“L'héritage des pères fondateurs de la SADC devra

L'AFRIQUE AUSTRALE a parcouru un long chemin et la région devrait continuer à défendre les idéaux des pères fondateurs au bénéfice des générations futures.

Ce sont les paroles du Roi Mswati III du Swaziland, l'actuel président en exercice de la SADC, lors de sa tournée de familiarisation au Secrétariat de la SADC à Gaborone, au Botswana.

Cette génération dorée de dirigeants dévoués comprend les présidents fondateurs de la Tanzanie, de la Zambie et du Botswana, respectivement Julius Nyerere, Kenneth Kaunda et Seretse Khama, qui ont sacrifié la liberté économique de leurs pays pour faire en sorte que le reste de la région atteigne l'indépendance politique. Ils formaient le leadership principal des États de la ligne de front.

Nyerere a dû supporter le plus grand fardeau de libérer l'Afrique en accueillant le Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et en accueillant les combattants de la libération dans son pays, en leur fournissant la logistique, la formation et le soutien diplomatique.

Les Pères fondateurs de la SADC, à savoir les leaders de l'Angola, du Botswana, du Lesotho, du Malawi, du Mozambique, du Swaziland, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe se sont réunis à Lusaka (Zambie) le 1er avril 1980 pour créer la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) - précurseur de la SADC - après une série de consultations menées par des représentants des États de la ligne de front pour forger une alliance plus étroite.

Depuis sa création, la SADC a franchi un certain nombre de jalons visant à promouvoir la liberté politique et économique.

Prenant la parole lors d'une visite du Secrétariat de la SADC le 9 mai, le Roi Mswati III a déclaré qu'il était important pour la SADC de respecter les aspirations des pères fondateurs de l'organisation qui ont cru en une région unie où tous les citoyens jouissent d'un niveau de vie élevé et de la paix.

Le père du Roi Mswati III, le roi Sobhuza II, a été un fort partisan de la libération et a réussi à lutter tranquillement contre le système de l'apartheid dans son voisin géant, l'Afrique du Sud, en permettant l'accès et le soutien aux cadres formés du Congrès national africain, passant du Mozambique à l'Afrique du Sud.



La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomona Lawrence Tax accompagne Sa Majesté le Roi Mswati III lors de sa visite de familiarisation au Secrétariat de la SADC au Botswana

"La SADC en tant qu'organe régional a été créée avec une base solide en raison de la vision que nos membres fondateurs ont eu de libérer les peuples de la région et leur offrir la paix durable, la stabilité, la prospérité et le développement durable", a déclaré le Roi Mswati III.

"À cet égard, a-t-il renchéri, nous ne pouvons pas laisser tomber les pères fondateurs. Nous avons plus de responsabilités, plus que jamais, pour que les piliers de base de cette organisation soient soutenus et que nous puissions aller au-delà de ce qui était initialement prévu."

Le roi Mswati III a déclaré que si des progrès significatifs ont été réalisés pour consolider les acquis de l'indépendance, il était également essentiel pour les États membres de la SADC de continuer à soutenir pleinement le Secrétariat et de veiller à ce que la région reste un point de référence pour la coopération, l'intégration et la prospérité régionales.

Le Secrétariat de la SADC est la principale institution exécutive de la SADC, responsable de la planification stratégique, de la facilitation, de la coordination et de la gestion de toutes les activités, programmes et projets régionaux.

Le programme d'intégration de l'Afrique australe dépend donc de l'efficacité du Secrétariat de la SADC pour coordonner et

mettre en œuvre des programmes régionaux visant à promouvoir le développement durable.

«En tant que leaders, nous vous exhortons (Secrétariat de la SADC) à continuer d'avoir l'esprit dévoué et laborieux dans l'exécution des programmes et activités de la SADC dans l'unité afin que tous les rêves et les objectifs de la SADC soient réalisés», a déclaré le roi Mswati III.

Le secrétariat de la SADC est dirigé par un secrétaire exécutif avec deux adjoints: l'un en charge de l'intégration régionale et un autre en charge des finances et de l'administration - et est composé de huit directions et huit unités autonomes responsables de questions intersectorielles.

Le Secrétariat procède actuellement à des réformes impliquant la restructuration de son organisation.

La Secrétaire exécutive de la SADC, Dr Lawrence Stergomona Tax, a déclaré que le Secrétariat est engagé à offrir et à mettre en œuvre des programmes régionaux dans sa quête d'approfondir l'intégration et le développement.

«Je tiens à vous assurer, Votre Majesté, que la direction s'est engagée à mettre en œuvre ces réformes de manière diligente et professionnelle afin de s'assurer que la transition n'ait pas d'effets néfastes sur la prestation du Secrétariat et le bien-être du personnel», a-t-elle déclaré.

it être maintenu”

Dr Tax a rendu hommage au leadership du Roi Mswati III, affirmant que beaucoup de réalisations ont été accomplies depuis qu'il est devenu président en exercice de la SADC lors du 36ème Sommet de la SADC qui s'est tenu au Swaziland en août 2016.

Ces réalisations comprennent l'approbation d'un Plan d'action chiffré pour la Stratégie et la feuille de route d'industrialisation de la SADC 2015-2063 lors du Sommet extraordinaire de la SADC qui a eu lieu en mars, également au Swaziland.

Le plan d'action vise à mettre en place un mécanisme de mise en œuvre cohérent et synergique contenant des options stratégiques et des politiques générales visant à atteindre progressivement les objectifs fixés dans la stratégie et la feuille de route.

Le plan se concentrera sur les 15 premières années du calendrier de la stratégie et vise à créer un environnement propice pour soutenir le développement industriel comme moteur de la transformation économique; et établir une alliance durable pour l'industrialisation, composée des secteurs public et privé ainsi que des partenaires stratégiques.

La stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC ont été élaborées comme un plan inclusif à long terme pour la modernisation et la transformation économique qui devrait permettre un développement économique substantiel et soutenu pour accroître le niveau de vie.

Il est ancré sur trois piliers stratégiques interdépendants: l'industrialisation, en tant que champion de la transformation économique; Compétitivité accrue; et une intégration régionale approfondie.

Les interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action.

Parmi les autres réalisations majeures figurent la convocation d'une retraite ministérielle pour examiner le rythme et le niveau de la mise en œuvre du programme d'intégration de la SADC et la création d'une «SADC que nous voulons» qui garantit que les personnes de la région bénéficient pleinement des avantages et des opportunités d'appartenir à une communauté partagée en Afrique australe. sardc.net □

La SADC honorera les Pères Fondateurs

LA SADC planifie d'établir un mécanisme pour honorer l'héritage des pères fondateurs, comme convenu par les leaders de la SADC lors de leur Sommet de 2015 au Botswana.

Le Comité de la politique et de la diplomatie interétatique (ISPDC) de l'Organe de la SADC sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, réuni en février au Centre international de congrès Julius Nyerere à Dar es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, a examiné des propositions visant à opérationnaliser le mécanisme pour honorer les Pères Fondateurs de la SADC.

Le Comité a examiné un certain nombre d'instruments politiques de la SADC qui renforceront encore la capacité de résoudre les conflits et de consolider la démocratie, et a envisagé, entre autres, la création d'une date pour la commémoration de la Journée de la libération de l'Afrique australe pour célébrer l'indépendance dans les États membres de la SADC. □



Bien que le président fondateur de la Namibie, le Dr Sam Nujoma, ne soit pas encore au gouvernement lorsque la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) a été formée en 1980, parce que la Namibie n'était pas encore indépendante, son pays a accueilli le Sommet qui a transformé la SADCC en Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) à Windhoek en 1992, deux ans après l'indépendance. Cet article illustre un exemple de la façon dont les pères fondateurs peuvent être honorés dans leur vie.

Lancement d'un Navire d'exploration de diamant MV SS NUJOMA

LE «NAVIRE» d'exploration et d'échantillonnage du diamant le plus grand et le plus avancé du monde» a été lancé pour explorer les dépôts de diamants dans les eaux situées au large des côtes de la Namibie et porte le nom du père fondateur et le premier président de la Namibie, le Dr Sam Shafishuna Nujoma.

Le navire de 157 millions de dollars US appartient à Debmarine Namibie, une joint-venture de 50 à 50 entre le gouvernement de Namibie et le groupe De Beers, et la seule entreprise au monde à exploiter des diamants offshore (depuis 2002).

Debmarine affirme que l'exploitation minière des diamants de la Namibie a lieu à 120 à 140 mètres sous le niveau de la mer, et la capacité d'exploration avancée du MV SS Nujoma devrait accroître le développement des ressources pour la flotte minière.

Le Dr Nujoma était présent au lancement à la mi-juin à Walvis Bay, en Namibie, avec le Premier ministre Saara Kuugongelwa-Amadhila et le ministre des Mines et de l'Énergie, Obeth Kandjoze. *Forbes* □





Le fonds de la SADC pour les catastrophes est prévu

La SADC planifie d'établir un fonds qui peut soutenir les efforts régionaux pour répondre rapidement aux catastrophes naturelles et autres situations d'urgence.

Le Fonds proposé pour la préparation et l'intervention en cas de catastrophe de la SADC devrait créer un ensemble de ressources d'où la région peut rapidement mobiliser des fonds dans le cas où les États membres subissent une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence.

Le fonds devrait fonctionner d'ici la fin de 2019; les modalités de fonctionnement sont encore en cours de préparation.

Le fonds régional est destiné à compléter les budgets des États membres pour la préparation et la réponse aux catastrophes, comme les gouvernements nationaux restent les intervenants de première ligne dans les situations d'urgence locales.

La prise de mesures adéquates pour prévenir, réduire et réagir à l'impact des catastrophes est devenue un problème critique pour l'Afrique australe suite à une augmentation du nombre de dangers naturels affectant la région.

Les risques naturels tels que les sécheresses, les inondations, les cyclones et les tremblements de terre occasionnels se produisent en Afrique australe et les impacts continuent de menacer les moyens de subsistance et le développement socio-économique.

Pour faire face à une vulnérabilité croissante, la région a approuvé la stratégie de préparation et de réponse aux catastrophes de la SADC 2016-2030.

La stratégie vise à renforcer le mécanisme de préparation et d'intervention pour l'alerte précoce ainsi que le rétablissement des catastrophes dans la région d'ici 2030.

Grâce à la stratégie, l'Afrique australe se concentrera sur trois domaines prioritaires principaux:

- l'amélioration des systèmes d'information sur la gestion des risques et des catastrophes;
- renforcement de la préparation aux catastrophes et de la planification de l'intervention; et
- création d'un Fonds régional de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.

Selon le plan de mise en œuvre de la stratégie de réponse, la SADC a fixé un délai à 2020 pour convenir et mettre en œuvre l'utilisation de symboles d'alerte précoce normalisés qui sont compris par tous les États membres et les communautés qui risquent de subir des catastrophes naturelles.

Il est prévu que, d'ici la fin de 2017, les États membres de la SADC auront mis en place un système d'alerte précoce simple et accessible dans les trois langues officielles: l'anglais, le français et le portugais.

En outre, la SADC prévoit de développer et d'opérationnaliser d'ici la fin de l'année prochaine une base de données régionale pour enregistrer les pertes résultant de catastrophes, avec des mises à jour régulières.

Outre la stratégie de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, la région de la SADC a proposé un certain nombre de projets visant à renforcer la préparation régionale pour faire face aux catastrophes naturelles.

Certains des projets figurent dans le Plan directeur de développement de l'infrastructure régionale de la SADC et visent à renforcer le système régional d'observation météorologique et à améliorer le système météorologique d'alerte précoce.

L'Afrique australe a souffert de sécheresses importantes en 1967-73, 1981-82, 1986-87, 1991-92, 1994-95, 2001-03, 2004-05 et dans les saisons agricoles de 2014-16.

Par exemple, une série de sécheresses qui ont eu lieu entre 1981 et 1992 ont entraîné une baisse de 11,6 mètres du niveau de l'eau dans le barrage de Kariba entre la Zambie et le Zimbabwe, ce qui affecte la capacité du barrage à produire de l'électricité.

Dans la saison agricole 2015/16, environ 40 millions de personnes ont été laissées dans l'insécurité alimentaire en raison d'une sécheresse qui a continué d'affecter l'Afrique australe.

Les inondations et les cyclones ont eu de sérieux impacts en Afrique australe. Par exemple, les saisons de pluies 1999/2000 et 2000/2001 ont été dominées par une activité cyclonique qui a provoqué des souffrances humaines considérables

dans toutes les régions, avec Cyclone Eline ayant les effets les plus dévastateurs au cours de cette période.

Au Mozambique seulement, le cyclone Eline a affecté 150 000 familles, ce qui a entraîné des dommages physiques évalués à 273 millions de dollars américains et une perte de production agricole d'un montant de 295 millions de dollars.

Plus récemment, les pluies torrentielles causées par le cyclone Dineo au cours de la campagne agricole 2016/17 ont causé des inondations au Mozambique, ce qui a entraîné une perte estimée à plus de 29 000 hectares de cultures dont le maïs, l'arachide, le manioc et les haricots.

À Madagascar, les inondations causées par le Cyclone Enawo ont dévasté le pays pendant la saison 2016/17, laissant plus de 50 personnes mortes et près de 329 000 personnes sans abri.

La fréquence croissante des tremblements de terre est devenue une autre préoccupation dans la région.

L'Afrique australe a été frappée cette année par un fort tremblement de terre d'une magnitude de 6,5 sur l'échelle de Richter. Ce tremblement de terre du 3 avril a eu son épicerie au Botswana et a été ressenti jusqu'à l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe.

Les pays d'Afrique australe ont souvent de nombreux petits tremblements annuels qui sont enregistrés par les services météorologiques, mais qui ne sont pas notés par la population en général.

Les grands tremblements de terre dans la région sont censés résulter du mouvement des plaques tectoniques dans le système de soulèvement de l'Afrique de l'Est, de l'exploitation minière à grande échelle et des changements dans le niveau de l'eau dans de grands barrages tels que Kariba.

Le système Rift de l'Afrique de l'Est est une zone de 50 à 60 km de volcanique active et de faille qui s'étend du nord au sud en Afrique de l'Est pour plus de 3 000 km d'Éthiopie au centre du Mozambique au sud. □

Profilage de la Stratégie d'industrialisation de la SADC

LA MISE en œuvre de politique est un défi pour la plupart de la région de la SADC et l'un des facteurs qui influent sur la mise en œuvre efficace des projets et des programmes régionaux est le manque de communication.

Si une politique ou un programme particulier n'est pas bien compris par les parties prenantes, il est probable qu'il y aura des obstacles dans la mise en œuvre. À cet égard, la communication est un ingrédient essentiel pour une mise en œuvre efficace de la politique régionale.

En conséquence, les États membres devraient jouer un rôle actif dans la communication de la stratégie et de la feuille de route d'industrialisation de la SADC adoptée par le Sommet extraordinaire de la SADC tenu en 2015 à Harare, au Zimbabwe. La stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC visent à accélérer l'élan pour renforcer les avantages comparatifs et concurrentiels des économies de la région.

La Stratégie d'industrialisation a été élaborée comme un plan inclusif à long terme pour la modernisation et la transformation économique qui devrait permettre un développement économique substantiel et soutenu pour élever le niveau de vie.

Il est ancré sur trois piliers: l'industrialisation, la compétitivité et l'intégration régionale. Les interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action.

Il s'agit notamment d'un environnement politique amélioré pour le développement industriel, l'augmentation du volume et l'efficacité des investissements des secteurs public et privé dans l'économie de la SADC, la création de chaînes de valeur régionales et la participation à des processus mondiaux connexes, ainsi qu'une augmentation de la valeur ajoutée pour les produits agricoles et non agricoles et les services.

Pour faire connaître la stratégie, la SADC et ses États membres organisent diverses réunions

nationales et régionales qui visent à sensibiliser les différentes parties prenantes à la stratégie.

Par exemple, le Zimbabwe a tenu une réunion nationale en avril avec le secteur privé, les institutions de recherche et les universités sur la stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC.

Le Secrétariat de la SADC a tenu une réunion en mai avec les médias au Botswana afin de sensibiliser et de créer des partenariats pour la mise en œuvre de la Stratégie et de la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

Le directeur intérimaire de la SADC pour le développement industriel et le commerce, le Dr Lomkhosi Mkhonta-Gama a déclaré, avec une bonne compréhension de la stratégie d'industrialisation, les médias peuvent jouer un rôle important dans la sensibilisation à la stratégie.

"Nous considérons les médias comme une partie prenante essentielle dans la transition des programmes d'industrialisation dans la région de la SADC", a-t-il déclaré, ajoutant que l'engagement avec les médias est destiné à garantir que les journalistes sont «plus informés» du programme d'industrialisation.

Pour mieux faire connaître la stratégie, la SADC, en collaboration avec le Southern Africa Business Forum, organisera une Semaine de l'industrialisation de la SADC. Cela se déroule du 10 au 14 juillet à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Selon une déclaration, la semaine de l'industrialisation sera un prélude au Sommet de la SADC, «réunissant des représentants des secteurs public et privé des 15 États membres de la SADC pour accélérer l'intégration régionale, renforcer les échanges intra-africains et accroître les niveaux d'investissement».



La première Semaine de l'industrialisation de la SADC a eu lieu en août 2016 en marge du 36ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC à Mbabane, au Swaziland.

L'objectif est de vulgariser la stratégie et d'identifier les projets d'industrialisation qui peuvent être mis en œuvre conjointement par les secteurs public et privé dans les États membres de la SADC.

Ces projets comprennent le développement des infrastructures, le commerce régional et la capacité industrielle. L'accent principal est mis sur trois domaines: le renforcement des chaînes de valeur, le développement du corridor et l'amélioration de l'infrastructure.

En ce qui concerne les projets de chaîne de valeur, la priorité est accordée à l'exploitation minière et à l'enrichissement des minéraux, à l'agro-industrie et aux produits pharmaceutiques.

Le développement du corridor comporte différents facteurs, tels que les normes et l'infrastructure de qualité, la facilitation du commerce et les infrastructures de transport.

En ce qui concerne le développement de l'infrastructure, un accent spécial est mis sur les projets d'eau et d'énergie. □

POUR PROMOUVOIR la mise en œuvre en douceur de la Stratégie et de la Feuille de route pour l'industrialisation, la SADC a approuvé un plan d'action chiffré, qui a été adopté par le Sommet extraordinaire de la SADC tenu à Mbabane, au Swaziland en mars.

La mise en œuvre du plan d'action coûtera 103 millions de dollars américains au niveau régional au cours des 15 premières années du calendrier de la stratégie.

Les États membres devraient élaborer leurs propres estimations des coûts de mise en œuvre d'ici la fin du mois de juin 2017.

Le plan d'action vise à mettre en place un programme de mise en œuvre cohérent et synergique contenant des options stratégiques et des politiques générales visant à atteindre progressivement les objectifs fixés dans la stratégie et la feuille de route.

Il vise à créer un environnement propice pour soutenir le développement industriel comme moteur de la transformation économique; et établir une alliance durable pour l'industrialisation, composée des secteurs public et privé ainsi que des partenaires stratégiques. □



L'Angola se prépare pour des élections générales en août

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES auront lieu en Angola le 23 août pour choisir les membres de l'Assemblée nationale pour les cinq prochaines années.

L'Angola utilise un système électoral uninominal de majorité à un tour et le parti ou la coalition qui a le plus de sièges à l'Assemblée nationale choisit alors le

Président, habituellement le leader de ce parti ou de cette coalition.

Avant que la Constitution ne soit modifiée en 2010, le président était élu directement par les électeurs.

Le président José Eduardo dos Santos a annoncé qu'il ne briguerait pas un autre mandat,

après avoir servi le pays en tant que président depuis 1979, suite à la mort du père fondateur du pays et premier président, le docteur Agostinho Neto.

L'élection d'août produira ainsi le troisième président depuis l'indépendance en 1975.

Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), qui a été au pouvoir depuis l'indépendance, a choisi João Lourenço, l'actuel ministre de la Défense, en tant que candidat à la présidence.

Lourenço disputera la présidence contre quatre autres candidats de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita); le Front de libération nationale d'Angola (FNLA); le Parti de rénovation sociale (PRS); et

l'Alliance Nationale Patriotique (APN).

L'Unita présentera Isaías Samakuva comme son candidat à la présidentielle, alors que Lucas Ngonda représentera le FNLA et le PRS sera représenté par Eduardo Kuangana. António Quintino Moreira sera le candidat à la présidence d'APN.

Le Parlement angolais compte 220 sièges, plus deux pour le président et le vice-président.

Lors des dernières élections de 2012, le MPLA a remporté 175 sièges, suivi d'une Unita avec 32 sièges et de la Convergence large pour la coalition pour le salut électoral angolaise (CASA-CE) avec huit sièges. Les sièges restants sont allés à PRS et FNLA avec trois et deux sièges respectivement. □



Kabila nomme un gouvernement de coalition, pas encore de date d'élections

LE PRÉSIDENT de la République Démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, a nommé un nouveau gouvernement de coalition en avril suite à un accord multipartite, en préparation des élections nationales prévues pour cette année.

Selon l'Agence Congolaise de Presse, le nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Bruno Tshibala se compose de trois vice-premiers ministres, 32 ministres, deux ministres d'Etat et 10 vice-ministres.

Les vice-premiers ministres sont Evariste Boshab, qui sert également de ministre de l'Intérieur et de la Sécurité; Thomas Luhaka, également ministre des Transports et des Postes; et Willy Makiashi, ministre de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Boshab appartient au Parti populaire pour la reconstruction et la démocratie dirigé par Kabila alors que Luhaka est secrétaire général de l'opposition du Congo et Makiashi est membre de l'opposition Parti Lumumbiste Unifié.

Un autre leader de

l'opposition inclus dans le gouvernement de coalition est Michel Bongongo de l'Union des forces pour le changement.

Seulement trois des 35 ministres titulaires sont des femmes, soit moins de neuf pour cent du gouvernement, bien au-dessous de la représentation spécifiée par le Protocole pertinent de la SADC. Les trois sont Bijou Kat, qui est ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfance; Kudianga Bayokisa Ministre du commerce; et Louise Munga Mesozzi, ministre sans portefeuille.

Le président Kabila a nommé Tshibala, un ancien membre du plus grand UDPS comme premier ministre. Tshibala a été expulsé de l'UDPS en mars après avoir contesté la désignation des successeurs pour le leader vétéran Etienne Tshisekedi, décédé en février.

Conformément à la Constitution de la RDC, les élections présidentielles et législatives auraient dû se tenir en 2016 lorsque le deuxième et dernier mandat du Président actuel s'est terminé. Kabila est arrivé au pouvoir en 2001 suite à

l'assassinat de son père, Laurent Kabila.

Sous son leadership, la RDC a émergé des années les plus sombres de la guerre, bien que les conflits internes se poursuivent dans la partie orientale du pays.

Kabila a dirigé un gouvernement de transition qui, en 2006, a supervisé les premières élections démocratiques depuis plus de 40 ans, qu'il a remporté. Il a été réélu en 2011.

Avec le soutien des États membres de la SADC, les forces gouvernementales de la RDC ont réussi à contenir des rebelles qui ont repris certains secteurs dans l'est du pays en 2012.

Lors de leur sommet extraordinaire tenu au Swaziland en mars, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC ont demandé à la communauté internationale de soutenir la RDC dans les processus électoraux qui devraient faciliter les élections pacifiques et réussies.

Le Communiqué du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC tenu au Palais de Lozitha (Mandvulo) au Royaume du



Swaziland le 18 mars 2017 a déclaré que «le Sommet a félicité le Président de la RDC, S.E.

Joseph Kabila Kabange, le gouvernement de la RDC, la CENCO, les partis politiques et d'autres parties prenantes pour les efforts continus pour relever les défis politiques et de sécurité".

Le Comité Interétatique sur la politique et la diplomatie (ISPDC) de l'Organe sur la défense de la politique et la coopération en matière de sécurité de la SADC qui s'est réuni en février à Dar es-Salaam, présidé par la République-Union de Tanzanie en tant que président de la Troïka de l'Organe de la SADC, a reçu un rapport sur la Situation politique et sécuritaire en RDC.

Dans son discours d'ouverture, l'Honorable. Dr Augustine P. Mahiga, ministre des Affaires étrangères de la Tanzanie, a félicité la RDC pour l'accord qui a facilité la signature de l'Accord politique le 31 décembre 2016. Il a déclaré que ce n'est que par une coexistence pacifique et une stabilité que nous pouvons atteindre tous les objectifs de la communauté. □

Lesotho – Le temps de faire face à l'instabilité politique

ORATEURS APRÈS orateurs ont parlé du même script à l'inauguration de Thomas Thabane comme nouveau Premier ministre du Royaume du Lesotho.

Le message était qu'il était temps pour le Lesotho de trouver une solution durable à son instabilité politique et de s'assurer que le pays se concentre sur le développement socio-économique.

Le Lesotho a connu une instabilité politique récurrente depuis 2012 et a tenu trois élections nationales dans un délai de cinq ans.

Les élections ont été motivées par des motions de méfiance à l'égard des premiers ministres respectifs par le Parlement.

Parlant peu après avoir prêté serment en tant que nouveau Premier ministre le 16 juin, Thabane a déclaré que les élections récentes devraient finalement promouvoir la coopération entre tous les Basotho pour trouver une solution durable aux défis auxquels le pays est confronté.

"Nous devons sauver le Lesotho de la spirale descendante actuelle vers l'anarchie, le conflit, l'instabilité politique, la stagnation et la dégradation de la démocratie, pour travailler pour une paix durable et la stabilité de la nation; et de diriger la nation sur la voie de la réconciliation et de l'unité.

"Soutenons tous ce gouvernement pour créer un environnement propice pour le Lesotho de devenir un pays légal", a-t-il dit, ajoutant qu'aucun Mosotho ne sera laissé dans le processus de reconstruction.

Il a assuré au pays que son gouvernement «sera pour les Basotho sans aucune forme de discrimination, un gouvernement qui s'engage à l'état de droit, à la reconstruction et au renforcement des piliers de la démocratie et abhorre la corruption sous toutes ses formes».

Le président en exercice de la SADC, le roi Mswati III du Swaziland, a déclaré que la paix et la sécurité sont des pierres angulaires pour l'intégration régionale et le développement.



Le Premier Ministre Thomas Thabane, lors de sa prestation de serment; le Premier Ministre sortant Phakalitha Mosisili, le Facilitateur de la SAC, le Vice-Président Sud-Africain, Cyril Ramaphosa

"Il faut des réformes économiques non seulement au Lesotho, mais aussi dans l'ensemble de la région de la SADC afin d'améliorer la vie de notre peuple", a déclaré le roi Mswati dans un discours prononcé en son nom par le Premier ministre Swazi Barnabas Dlamini.

Le président en exercice de la SADC a rendu hommage au rôle critique joué par la région dans la médiation dans la situation politique du Lesotho par le biais du Comité de surveillance et du facilitateur, le vice-président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

Le président zambien Edgar Lungu, qui était également présent à la cérémonie d'inauguration, a déclaré que le destin du Lesotho ne peut être réellement atteint que si les Basotho jouent un rôle actif dans l'élaboration de son avenir.

"La démocratie est un jeu très coûteux, mais je vous laisse à vous le peuple du Lesotho pour décider de la meilleure façon de rendre la démocratie un peu moins cher afin que vous puissiez concentrer vos ressources pour développer ce pays", a déclaré Lungu.

Thabane a été élu premier ministre après que sa Convention de Basotho (ABC) ait gagné 48 sièges, contre 30 sièges pour le Congrès démocrate (DC) dirigé par l'ancien Premier ministre de Pakalitha Mosisili.

Selon les résultats définitifs publiés par la Commission électorale indépendante du Lesotho, le Congrès pour la

démocratie du Lesotho a remporté 11 sièges, l'Alliance des démocrates (9), le Mouvement pour le changement économique (6), le Parti national Basotho (5) et le Front populaire pour la démocratie (3).

Le Congrès réformé du Lesotho, le Parti national indépendant, le Parti démocratique du Lesotho, le Parti de la Liberté Marematlou et le Parti du Congrès de Basutoland ont tous un siège chacun.

Le Lesotho a un Parlement bicaméral composé d'un Sénat avec 33 sièges et d'une Assemblée nationale avec 120 sièges et selon la Constitution, un parti gagnant devrait atteindre au moins 61 sièges pour former un gouvernement.

À cet égard, l'ABC a formé un gouvernement de coalition avec l'Alliance des démocrates, le Parti national de Basotho et le Congrès réformé du Lesotho.

La coalition des quatre partis a renversé le résultat d'une élection tenue en 2015 lorsque la DC a évincé l'ABC en s'unissant avec des partis plus petits pour voter une motion de méfiance contre Thabane.

La plupart des observateurs des élections, y compris la Mission d'observation des élections de la SADC (SEOM) et la Mission d'observation électorale de l'Union africaine, ont déclaré que les élections législatives nationales du Lesotho, organisées le 3 juin, étaient conformes aux normes et principes régionaux et continentaux.

On s'attend à ce que les députés élus remplissent un mandat de cinq ans. Cependant, Mosisili s'est inquiété de la façon dont les élections ont été menées, affirmant que le processus électoral a été truqué en faveur de Thabane.

Il a appelé à l'intervention de la SADC pour mener une vérification judiciaire des élections et faciliter ensuite la création d'un gouvernement d'union nationale.

Les membres de l'Assemblée nationale du Lesotho sont élus par vote populaire direct en utilisant le système proportionnel des membres mixtes.

Dans ce système, 80 parlementaires sont choisis dans les circonscriptions unipersonnelles à l'aide du électoral uninominal de majorité à un tour, tandis que les 40 restants sont élus d'une circonscription nationale à l'aide de la représentation proportionnelle de la liste des partis.

Ce dernier est utilisé pour déterminer le nombre de sièges que chaque parti recevrait si le système était totalement proportionnel.

Le nombre total de votes exprimés sur le bulletin de vote du parti est divisé par les 120 sièges en jeu à l'Assemblée nationale pour déterminer le nombre de sièges que chaque partie mérite de recevoir.

Ce nombre est ensuite comparé aux sièges qu'un parti a gagnés dans la liste de la circonscription afin de déterminer le nombre de sièges qui devraient être attribués dans la liste du parti. sardc.net □

Journée de l'Afrique – Vers un continent uni

par Kizito Sikuka

"NOTRE LIBERTÉ est dénuée de sens, à moins que tous les Africains ne soient libres. Nos frères en Rhodésie (l'actuel Zimbabwe), au Mozambique, en Angola, en Afrique du Sud, crient avec angoisse pour notre soutien et notre aide.

"Nous devons exhorter en leur nom leur adhésion pacifique à l'indépendance. Nous devons nous aligner et nous identifier avec tous les aspects de leur lutte."

Ces mots ont été prononcés par Sa Majesté impériale Haïlé Sélassié, l'Empereur d'Éthiopie, le 25 mai 1963 lors du lancement historique de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) - précurseur de l'Union africaine (UA).

Sélassié a été le premier président de l'OUA, qui a été créé pour débarrasser le continent des vestiges restants de la colonisation et de l'apartheid, ainsi que pour promouvoir l'unité et la solidarité entre les pays africains.

À l'origine, l'UA comptait 32 pays indépendants et aujourd'hui il y a 55 États membres souverains.

Pour célébrer les récits africains du passé, du présent et de l'avenir, le continent a réservé le 25 mai de chaque année en Afrique.

Le jour est une partie importante du patrimoine du

continent et devrait être rappelé avec respect et vision.

Le jour s'inscrit dans la toute première conférence d'indépendance des États africains organisée par le président fondateur du Ghana, Kwame Nkrumah, le 15 avril 1958.

Il s'agissait de la première conférence panafricaine sur le sol africain, qui représentait l'expression collective de la résistance africaine au colonialisme, et a été accueillie par le premier pays d'Afrique subsaharienne pour obtenir l'indépendance d'une puissance coloniale en mars 1957.

La première Conférence des États africains indépendants a connu la participation de huit leaders africains d'Égypte, d'Éthiopie, du Libéria, de la Libye, du Maroc, du Soudan, de la Tunisie et du Ghana, qui représentaient le total de l'Afrique aux Nations Unies.

Des représentants du Front national de libération de l'Algérie et de l'Union des peuples camerounais ont également assisté.

La conférence a demandé la fondation de la Journée africaine de la liberté, un jour pour "marquer chaque année le progrès du mouvement de libération et symboliser la détermination des peuples d'Afrique à se libérer de la domination et de l'exploitation étrangères".

Cinq ans plus tard - le 25 mai 1963 - une autre réunion historique a eu lieu en Éthiopie, après que beaucoup d'autres pays aient gagné l'indépendance politique.

Les leaders de 32 États africains indépendants se sont rencontrés à Addis-Abeba, en Éthiopie, ce jour historique du 25 mai 1963 pour former l'OUA, qui est maintenant l'UA.

Lors de cette réunion historique, la date de la Journée africaine de la liberté a été changée du 15 avril au 25 mai et la Journée africaine de la liberté a été déclarée Journée de la Libération africaine, célébrée à travers le continent en tant que Journée de l'Afrique.

Le président fondateur de la République-Unie de Tanzanie, Julius Nyerere, symbole de la liberté en Afrique, a joué un rôle déterminant auprès d'autres dirigeants africains dans la formation de l'OUA.

Nyerere a joué un rôle essentiel en soutenant la libération du continent du régime colonial alors que la Tanzanie a accueilli le Comité de libération de l'OUA qui a fourni un soutien diplomatique et du matériel aux mouvements de libération, qui gouvernent

OUA FOUNDERS



maintenant plusieurs pays indépendants en Afrique.

À l'indépendance de son propre pays en décembre 1961, Nyerere était prêt à retarder l'indépendance jusqu'à ce que les pays voisins du Kenya et de l'Ouganda puissent obtenir l'indépendance en même temps, mais ils ont atteint cet objectif quelques années plus tard.

Alors que le continent célèbre la Journée de l'Afrique, qu'est-ce que cela signifie pour les générations présentes et futures?

La commémoration offre une plate-forme pour se souvenir de l'histoire africaine, de la riche période de développement précoloniale à travers les jours sombres de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la libération de l'Afrique australe et la fin du système d'apartheid en Afrique du Sud en mai 1994, plus de 30 ans après la formation de l'OUA et de son Comité de libération.

Cela représente également l'occasion pour l'Afrique de faire le point sur ses réalisations et ses défis afin de s'assurer que ses aspirations sont une réalité.

La vision de longue date de l'Afrique est un continent uni, prospère et intégré. Des progrès importants sont réalisés pour atteindre ces objectifs. sardc.net □

Un Africain à la tête de l'Organisation Mondiale de la Santé

LA SADC a félicité le Dr Tedros Ghebreyesus pour avoir été élu premier directeur général de l'Organisation mondiale de la santé des Nations Unies.

"Avec sa vaste expérience au niveau national en tant que ministre fédéral éthiopien de la Santé et ultérieurement ministre des Affaires étrangères, et au niveau international en tant que Président du Conseil du Fonds

mondial, le Dr Tedros possède l'expertise technique et l'ampleur de la perspective pour diriger l'OMS à l'ère des Objectifs Développement Durable", a déclaré la secrétaire exécutive de la SADC, Dr. Stergomona Lawrence Tax dans un communiqué.

Elle a déclaré qu'en tant que région fortement touchée par l'épidémie du VIH et du SIDA, la tuberculose et le paludisme, la

SADC est «optimiste et avec une confiance inébranlable, que notre Plan de développement stratégique indicatif régional attirera l'attention de l'OMS alors que nous entreprenons le Programme d'industrialisation qui a une approche multisectorielle pour lutter contre la pauvreté et éliminer la tuberculose, le paludisme et le VIH d'ici 2030". □

Juin – Août 2017

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 19 No4 JUIN 2017

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Tariro Sasa,
Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa, Dean Mutata

CONSEILLER À LA RÉDACTION
TRADUCTEUR
Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2017

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connexion pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1 cargill.co.za, thesamag.org, matchdeck.com, farm8.com, i2.wp.com;
P2 abc.net, fookmark.com; P4 sadc.int, thoughts.arup.org, un.org; P5 unfpa.org, thisisafrica.com, botswanayouth.com, spiceoflife.co.za; P6 breesesystem.com;
P8 peaceau.org, pbs.twimg.com, wordpress.com, enca.com; P9 uongozi.com, allafrica.com, aicc.co.za, SARDC, cloudfront.com; P10 iguim.co.za, citizen.co.za, srk.co.za, umc.org, irismalawi.org, kagiso.io.com; P11 voanews.com;
P12 cisanewsafrika.com, images.enca.com, embangola.org, newsday.co.zw;
P13 travelmagma.com, africareview.com, cdn.lmkokwing.com; P14 ngobox.com, i0.wp.com, semonegna.com; P16 Anders Johanssen, sozalamedia.com, thepatriot.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées à:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net
[sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net) [@sadc.net](https://twitter.com/sadc.net)

Austrian Development Cooperation

This document was produced in the context of a project funded by the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation. The responsibility of the content of this publication lies entirely with the author; the information and views expressed do not reflect the official opinion of the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation.

Juin
3, Lesotho

Elections Parlementaires au Lesotho

Le peuple du Lesotho votera aux élections législatives nationales, les troisièmes en cinq ans, à la suite d'une autre motion de censure au premier ministre.

7-9, Danemark

Africa Energy Forum 2017

Le forum regroupe des représentants des gouvernements, des entreprises publiques d'électricité et d'autres acteurs majeurs du secteur de l'énergie pour discuter des moyens d'améliorer la livraison des projets d'infrastructure électrique en Afrique.

21-22, Ethiopia

Dialogue de Haut niveau Afrique-Chine et Forum de réflexion

Ce forum organisé conjointement par l'Académie de Leadership de l'Union Africaine et l'Université normale du Zhejiang de Chine a pour but de faciliter le partage d'expérience dans la lutte contre la pauvreté et le développement, d'échanger des idées de coopération, d'approfondir les partenariats stratégiques et coopératifs Afrique-Chine et de soutenir la mise en œuvre des résultats du Sommet de Johannesburg du Forum sur la Coopération Afrique Chine (FOCAC).

26-28, Swaziland

Réunion des ministres du genre de la SADC

Les ministres de la SADC responsables de l'égalité des sexes et des femmes se rencontrent pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de politiques destinées à atteindre l'égalité entre les sexes et l'équité dans la région, comme convenu dans le Protocole révisé de la SADC relatif au genre et au développement.

27 Juin-4 Juillet, Ethiopie

29ème Sommet de l'Union africaine

La 29ème Session ordinaire du Sommet de l'Union africaine se tiendra sous le thème « Exploiter les dividendes démographiques par des investissements dans la jeunesse ». Les Chefs d'État et de Gouvernement africains devraient discuter du programme de développement du continent, y compris des progrès vers la création d'une zone de libre-échange continentale.

Juillet
10-16, Afrique du Sud

La Semaine de l'industrialisation de la SADC

L'événement d'une semaine vise à vulgariser la Stratégie et la feuille de route d'industrialisation de la SADC approuvée en 2015. Maintenant, dans sa deuxième année, l'événement annuel comprend une conférence de haut niveau pour discuter des moyens d'accélérer le programme d'industrialisation de la SADC ainsi qu'une exposition par les gouvernements, les entreprises, les institutions de recherche et d'autres parties prenantes.

TBA, Swaziland

Conférence d'Investisseurs dans l'énergie de la SADC

L'atelier ministériel de haut niveau et la Conférence régionale des investisseurs sur les projets régionaux d'énergie vise à présenter les opportunités d'investissement dans le secteur de l'énergie dans la SADC. La convocation de la conférence est l'un des résultats du Sommet extraordinaire de la SADC tenu au Swaziland en mars.

Août
9-20, Afrique du Sud

37ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC

Les leaders de la SADC se réuniront pour leur sommet annuel pour discuter de questions visant à promouvoir l'intégration régionale et le développement. Le Sommet, qui se tiendra les 18 et 19 août, est précédé de réunions de hauts fonctionnaires et du Conseil des ministres. Le président Jacob Zuma d'Afrique du Sud assumera la présidence en exercice de la SADC après le roi Mswati III du Swaziland. Le thème du Sommet est « Partenariat avec le secteur privé dans le développement de l'industrie et les chaînes de valeur régionales ».

23, Angola

Élections générales en Angola

Les électeurs angolais se rendront aux urnes le 23 août pour choisir leur leadership pour les cinq prochaines années. Le président sortant, José Eduardo dos Santos, a annoncé qu'il ne briguera pas un autre mandat.

TBA

Forum sur les perspectives climatiques régionales de l'Afrique australe

Les experts du climat des États membres de la SADC se rencontrent pour examiner les perspectives climatiques régionales, en utilisant des indicateurs de précipitations saisonnières pour produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2017/18.



55 ans

DEPUIS LA FORMATION DU MOUVEMENT FRELIMO

CETTE ANNÉE marque 55 ans depuis la création du Front pour la Libération du Mozambique (FRELIMO), le mouvement de libération nationale qui a arraché l'indépendance de la domination coloniale portugaise.

Le FRELIMO a été fondé à Dar es-Salaam dans ce qu'on appelait alors Tanganyika en juin 1962, lorsque trois organisations nationalistes se sont fusionnées en un seul mouvement de libération à grande échelle sous la direction d'Eduardo Chivambo Mondlane.

Le parti a lancé la lutte armée pour l'indépendance du Portugal deux ans plus tard, le 25 septembre 1964, lorsque des cadres formés en Algérie sont entrés en action pour la première fois dans la province du nord de Cabo Delgado après s'être infiltré à travers la frontière du Tanganyika (qui s'était uni au Zanzibar quelques mois plus tôt pour former la République-Unie de Tanzanie).

En 1965, l'action militaire contre l'armée coloniale portugaise avait été étendue à la province voisine de Niassa, et le FRELIMO a pu ouvrir des fronts dans la région de Tete deux ans plus tard.

En réponse, le Portugal a engagé de plus en plus de troupes, d'approvisionnements militaires et de fonds d'aide militaire sur le territoire.

Mondlane a été assassiné le 3 février 1969 par une bombe envoyée à Dar es-Salaam par la police de sécurité portugaise, la PIDE.

Samora Machel est devenu président du FRELIMO en 1970 et a dirigé la lutte de libération à son achèvement, par des négociations, une transition et une indépendance le 25 juin 1975, devenant ainsi le premier président du Mozambique.

Il a affirmé le soutien du Mozambique aux mouvements de libération en Angola, en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe, et son gouvernement FRELIMO a fourni une base arrière et d'autres installations, en particulier pour le Zimbabwe voisin et l'Afrique du Sud.

Son soutien sans relâche à la libération des pays voisins a fait de lui une cible de l'Afrique du Sud sous l'apartheid, et il a été tué lorsque son avion s'est écrasé juste sur la frontière sud-africaine le 19 octobre 1986, considéré avoir été dévié de sa trajectoire par une fausse balise.

Le FRELIMO et les autres mouvements de libération ont reçu le soutien du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) basé en Tanzanie, qui a coordonné le soutien financier et matériel international.

Un tournant dans la lutte pour l'indépendance du Mozambique a été le coup d'Etat au Portugal le 25 avril 1974, lorsque le Mouvement portugais des forces armées a renversé le régime militaire à Lisbonne.

Ceci a été causé en partie par le mécontentement des conscrits envoyés pour lutter dans les «territoires d'outre-mer» du Portugal en Afrique, en particulier parce qu'ils perdaient la guerre contre FRELIMO au Mozambique.

Les négociations entre les représentants portugais et les représentants du FRELIMO ont abouti à la conclusion d'un accord d'indépendance signé en Zambie le 7 septembre 1974, aujourd'hui commémoré comme Journée de la Victoire, marquant le début d'une transition dirigée par le Premier ministre Joaquim Chissano, qui fut plus tard président de 1986 à 2005.

S.E. Filipe Jacinto Nyusi, l'actuel président du Mozambique, a été élevé dans le mouvement de libération nationale où ses deux parents étaient des vétérans de la guerre. □



Se souvenir de Khama, Masire

SIR SERETSE Khama Day est une fête nationale officiellement désignée pour honorer le premier président du Botswana. Ceci est célébré lors de l'anniversaire de Seretse Khama qui est né le 1er juillet 1921 et est devenu le premier leader du Botswana à l'indépendance le 30 septembre 1966. Il est décédé d'un cancer du pancréas le 13 juillet 1980. Seretse Khama était père de l'actuel président Seretse Khama Ian Khama, et il a été l'un des pères fondateurs de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Ketumile Masire a succédé à Seretse Khama dont il était adjoint depuis 1965. Masire est devenu le deuxième président du Botswana de 1980 à 1998 et est décédé à l'âge de 91 ans le 22 juin 2017. Il était l'un des plus grands leaders africains devenu un personnage clé dans l'ascension remarquable du Botswana à la prospérité économique.

JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Juin-Août 2017

1 Juin	Journée Internationale des Enfants	Angola
5 Juin	Jour de la Libération	Seychelles
15 Juin	Corpus Christi	Seychelles
16 Juin	Journée de la Jeunesse	South Africa
18 Juin	Journée Nationale	Seychelles
25 Juin	Eid Ul Fitr*	Malawi, Mauritius, Tanzania
	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 Juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 Juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
30 Juin	Journée de l'Indépendance	DRC
1 Juillet	Journée Sir Seretse Khama	Botswana
3 Juillet	Journée des Héros	Zambia
4 Juillet	Journée de l'Unité	Zambia
6 Juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 Juillet	Journée de l'Industrie Saba Saba	Tanzania
17 Juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
17 Juillet	Journée du Président	Botswana
18 Juillet	Jour férié	Botswana
22 Juillet	Anniversaire du feu Roi Sobhuza	Swaziland
1 Août	Fête des Parents	DRC
7 Août	Journée des Fermiers	Zambia
8 Août	Journée Nane Nane Peasant	Tanzania
9 Août	Journée Nationale de la Femme	South Africa
14 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
15 Août	Journée des Forces de la Défense	Zimbabwe
15 Août	Jour de l'Ascension	Madagascar, Mauritius, Seychelles
17 Août	Journée de la SADC **	All
26 Août	Journée des Héros	Namibia
31 Août	Umhlanga la Danse des Roseaux	Swaziland

* la date exacte dépend de la réapparition de la lune

** la Journée de la SADC n'est pas un jour férié mais une commémoration de la signature du Traité de la SADC le 17 Août 1992